

# France/Dans la prison ultrasécurisé de Condé-sur-Sarthe Un détenu "radicalisé" poignarde grièvement deux surveillants

AFP

Condé-sur-Sarthe/France

Le parquet antiterroriste s'est immédiatement saisi de cette affaire.

UN détenu "radicalisé" a poignardé et grièvement blessé deux surveillants hier dans l'ouest de la France, avant de se retrancher avec sa compagne au sein de l'unité familiale de la prison, une agression considérée comme un acte terroriste par les enquêteurs.

"Le caractère terroriste de cette attaque ne fait aucun doute", a déclaré la ministre de la Justice Nicole Belloubet, en précisant que le détenu restait "retranché" à l'intérieur de la prison ultra-sécurisée de Condé-sur-Sarthe, en Normandie. Des renforts de forces de sécurité ont été envoyés au centre pénitentiaire. Le procureur de la République de Paris Rémy Heitz, dont dépend le parquet antiterroriste saisi de l'enquête, s'est également rendu sur place.

Vers 08h45 GMT (09h45 au Gabon) le détenu, Michaël Chiolo, a attaqué deux surveillants avec un couteau en céramique, selon l'administration pénitentiaire.

Les victimes ont été grièvement blessées au visage et au thorax, selon une source policière. Âgés d'une trentaine d'années, elles ont été hospitalisées mais



Photo : AFP

La prison ultrasécurisée de Condé-sur-Sarthe, théâtre d'une agression au couteau contre deux surveillants par un détenu "radicalisé".

leurs jours ne sont pas en danger, a précisé Alasanne Sall, délégué FO de la prison, selon lequel le détenu a dit "Allah Akbar" en passant à l'attaque. Un surveillant, "éventré", "est au bloc pour une intervention chirurgicale", l'autre a été touché à la mâchoire, au visage et dans le dos, selon le syndicaliste. "C'est vraiment une tentative d'assassinat. Il y avait du sang partout. L'unité de vie familiale était un champ de bataille", a-t-il raconté. Détenu de droit commun, Michaël Chiolo, 27 ans, purgeait une peine de 30 ans de réclusion criminelle et était libérable en 2038. Il est considéré comme "radicalisé en prison", selon une source policière, mais n'était pas détenu dans le

quartier pour radicalisés ouvert en septembre, a précisé le syndicat FO. Selon Pauline Brion, l'avocate du détenu, il a rencontré sa compagne en prison après sa conversion et "ils projetaient de se marier". "DU SANG PARTOUT" • Converti à l'islam en 2010, Chiolo a été condamné en appel fin 2015 à 30 ans de réclusion criminelle pour enlèvement, séquestration suivie de mort et vol avec arme, puis à un an d'emprisonnement pour apologie publique d'acte de terrorisme. Il avait été reconnu coupable, avec un complice, d'avoir séquestré, "momifié" et finalement étouffé un octogénaire chez lui. Les deux hommes s'étaient rendus le 17 avril 2012 au

domicile de Roger Tarall, 89 ans, à Montigny-lès-Metz (Nord-est), pour le cambrioler. Le vieil homme avait été ligoté et bâillonné, son visage emballé dans des bandes médicales, tandis que les voleurs procédaient à la fouille de son appartement. Roger Tarall était mort asphyxié. En novembre 2015, Michaël Chiolo a été condamné à un an de prison ferme pour avoir demandé à ses codétenus de "rejouer" l'attaque de la salle de concert du Bataclan à Paris (où 90 personnes ont été tuées le 13 novembre 2015 lors d'une attaque terroriste) dans la cour de la maison d'arrêt. Le centre de Condé-sur-Sarthe, "l'un des deux établissements français les plus

sécuritaires", accueille 110 détenus pour 195 places, selon Mme Belloubet.

Cette agression intervient dans un contexte de climat social tendu dans les prisons françaises, où des surveillants mènent depuis plusieurs mardis des actions pour réclamer une évolution de leur statut. Après l'agression de Condé-sur-Sarthe, des surveillants ont débrayé devant des établissements, retardant leur prise de service, selon FO-Pénitentiaire. En janvier 2018, la profession avait mené pendant trois semaines un vaste mouvement de mobilisation en France – le plus important depuis un quart de siècle – après l'agression d'un de leurs collègues par un détenu jihadiste dans une prison du nord du pays.

« Soutien total aux surveillants pénitentiaires, qui subissent de plein fouet l'islamisme. La situation de nos prisons est suffisamment tendue pour que le gouvernement n'y ajoute pas le retour des jihadistes "français"! » partis en Irak et en Syrie, a réagi la cheffe de l'extrême droite Marine Le Pen sur Twitter.

• **Dernière minute.** Au terme d'une intervention qui a donné lieu à des détonations, le détenu et sa compagne ont été interpellés par les forces de l'ordre, a annoncé le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner sur Twitter.

## A travers le monde

• **Allemagne/Enquête.** Un Russe mis en accusation pour un projet d'attentat



Photo : AFP

Un islamiste russe de 31 ans, Magomed-Ali C., lié à l'auteur de l'attaque du marché de Noël de Berlin, sera jugé pour un projet d'attentat, a annoncé hier le parquet allemand, précisant qu'un complice était détenu en France.

• **Belgique/Procès.** Les derniers mots de Mehdi Nemmouche...

Huit semaines de procès, et vingt secondes pour dire qu'il a été "piégé". Mehdi Nemmouche, accusé de la tuerie du musée juif de Bruxelles, a brièvement pris la parole hier au dernier jour de l'audience pour s'en tenir à une thèse non étayée, jugée "hallucinante" par les parties civiles.

• **Grande-Bretagne/Antiterrorisme.** Enquête sur trois engins explosifs à Londres

La police antiterroriste britannique a lancé hier une enquête après la découverte de trois "petits engins explosifs" dans des immeubles des aéroports de Londres City et Heathrow, ainsi qu'à la gare de Waterloo.

• **Nicaragua/Politique.** cinquième jour de dialogue gouvernement-opposition

Les délégations du gouvernement de Daniel Ortega et de l'opposition nicaraguayenne ont entamé hier leur cinquième jour de négociations et vont tenter de sortir de l'impasse provoquée par le refus par le gouvernement de la présence de "garants internationaux", ont constaté des journalistes de l'AFP sur place.

• **Syrie/Conflit.** Le jihadiste français Jean-Michel Clain tué

Le jihadiste français Jean-Michel Clain a été tué en Syrie en février, deux jours après la mort de son frère Fabien dans une frappe de la coalition, a annoncé hier sa femme à l'AFP, Dorothee Maquere.

• **Venezuela/Crise.** Guaido et le silence du gouvernement

Le gouvernement vénézuélien reste silencieux hier au lendemain du retour de son principal opposant, Juan Guaidó, président par intérim autoproclamé accueilli par une douzaine d'ambassadeurs européens et américains.

## Etats-Unis/Politique

# Trump accuse les démocrates

AFP

Washington/Etats-Unis

Le président se dit victime du "plus grand abus de pouvoir de l'histoire" du pays de la part de ses adversaires majoritaires à la Chambre des représentants.

LE président américain Donald Trump a accusé mardi les démocrates du "plus grand abus de pouvoir de l'histoire" des Etats-Unis après qu'ils eurent lancé la veille une batterie d'enquêtes parlementaires à son encontre.

"Les démocrates font obstruction à la justice. Ils se lancent dans une grande croisade désespérée à la recherche d'un crime, alors que le vrai crime est ce que font les démocrates, et ce qu'ils ont fait !", a-t-il dénoncé dans un tweet, accompagné d'un autre en

lettres capitales : "PRESIDENT HARCELE !"

Forts de leur nouvelle majorité à la Chambre des représentants, les démocrates sont passés à la vitesse supérieure lundi contre Donald Trump en lançant, et renforçant, plusieurs enquêtes parlementaires potentiellement explosives, des soupçons de collusion avec la Russie aux paiements pour acheter le silence de maîtresses supposées, en passant par son entreprise familiale. Ils ont notamment réclamé à la Maison Blanche et au chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo qu'ils leur livrent les détails d'échanges entre le président américain et son homologue russe, Vladimir Poutine. Ils ont également sommé 81 personnalités et organisations, dont les deux fils du milliardaire républicain, Eric et Donald Jr., ainsi que son gendre Jared



Photo : AFP/L'Union

Kushner, de leur livrer des documents pour alimenter une vaste nouvelle enquête lancée lundi. Avec ces documents, les démocrates veulent enquêter sur des soupçons d'"entrave à la justice, de corruption et d'autres abus de pouvoir de la part du président Trump, ses associés et des membres de son

administration", a précisé la commission judiciaire de la Chambre des représentants. Une enquête "bidon", avait réagi lundi Donald Trump, tout en affirmant qu'il "coopérait" avec toutes les enquêtes en cours. "Les démocrates harcèlent le président pour détourner l'attention de leur pro-

gramme radical", avait appuyé la porte-parole de la Maison Blanche, Sarah Sanders.

Ils "sont plus intéressés par des jeux politiques pathétiques et par le fait de satisfaire une base radicale et gauchiste que par le fait de donner des résultats concrets à nos citoyens. Les démocrates ne cherchent pas la vérité, ils veulent s'en prendre au président", avait-elle ajouté.

Le président Donald Trump ne décolère pas devant la volonté de ses adversaires de lancer des enquêtes à son encontre. Une action "bidon", vitupère-t-il.